

Le pouvoir aux travailleurs

26 JUIN 2004

N° 107

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL:</u>	
- " <i>FORCES NOUVELLES</i> " ET FORCES GOUVERNEMENTALES, MÊME EXACTIONS CONTRE LES POPULATIONS !	2
- GBAGBO A SES OPPOSANTS : ON EFFACE TOUT ET ON RECOMMENCE	3 - 4
- LUTTE POUR LE CONTRÔLE DU MPC I : SORO ET IB RÈGLENT LEUR COMPTE	4
- ENCORE UNE VICTIME DES PRATIQUES POLITICO-MAFIEUSES DE LA FESCI !	4 - 5
- PRÈS DE 2000 MALIENS ET BURKINABÉ REFOULÉS A TIEBISSOU	5
- L'ART DE DISTILLER LA XÉNOPHOBIE PAR EN HAUT	6
- L'AIDE HUMANITAIRE, UNE TROMPERIE !	6
- FAIRE SEMBLANT DE S'OCCUPER DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE, C'EST TOUT CE QU'ILS SAVENT FAIRE !	7
- LA GALÈRE DES HABITANTS D'ABOBO BAOULE	8
- MATERNITÉ DE BOCABO, DEUX CAS DE DÉCÈS POUR FAUTE D'INFRASTRUCTURES .	8
- LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS DE " <i>ASH INTERNATIONAL</i> "	10
- BÂTIMENT: L'ESPOIR DE MILLIERS DE JEUNES SE TRANSFORME EN CAUCHEMAR	10 - 11

**"FORCES NOUVELLES" ET FORCES GOUVERNEMENTALES, MÊME
EXACTIONS CONTRE LES POPULATIONS!**

Depuis le 19 septembre, la Côte d'Ivoire vit une situation de guerre larvée. Le pays se trouve divisé en deux avec la partie Nord aux mains des rebelles et le Sud resté sous le contrôle des forces gouvernementales. Si dans la partie dominée par le pouvoir en place, les exactions et autres crimes sont perpétrés sur les populations par l'armée et les milices à la solde du pouvoir, dans l'autre partie, les populations sont toutes aussi victimes de la violence et des exactions des rebelles. Citons le cas de Bouaké. La ville est morte dans certains quartiers à partir de 19h, à cause de l'insécurité qui y règne.

Une maison est sans surveillance et ce sont les portes qui sont fracturées, avec souvent des acheteurs potentiels qui attendent à côté. Les gens sont donc obligés d'avoir en permanence quelqu'un dans leur maison. Le racket n'est peut être pas aussi développé que dans la partie gouvernementale mais il existe bel et bien.

Autre problème, la délation et le tribalisme. C'est l'exacte symétrie de ce qui se passe du côté d'Abidjan. Citons le cas de ce jeune baoulé, connu dans son quartier pour aimer parler de politique. Il avait tendance à critiquer les rebelles. Il a vite été accusé d'être un envoyé d'Abidjan. C'est grâce à l'intervention de voisins dioulas qui ont eu le courage de créer un lien de parenté avec lui qu'il a eu la vie sauve. Les meurtres sont monnaie courante. On abat les gens pour de simples délits de droit commun.

Côté médias, les programmes télévisés sont soigneusement choisis. On ne présente que ce qui glorifie les rebelles ou qui les arrange. Il n'y a peut-être pas de "*charniers*" à Bouaké. Mais les populations des quartiers pauvres sont tout aussi embrigadées que ceux d'Abobo à Abidjan!

GBAGBO A SES OPPOSANTS : ON EFFACE TOUT ET ON RECOMMENCE
--

Quelques semaines après son voyage au Etats-Unis en début juin, Gbagbo s'est envolé pour un mini-sommet composé de plusieurs chefs d'Etats africains au siège de la CEDEAO à Abudja au Nigéria (20 juin). Rien n'a été révélé de ce que ces dictateurs se sont dit exactement à huis-clos. Quelques communiqués communs faisant état de "*de signes de déstabilisation générale*" qui planent sur la région du fait de la crise ivoirienne.

Toujours est-il qu'une réunion rassemblant les protagonistes de toutes les composantes en conflit en Côte d'Ivoire est prévue prochainement à Yamoussoukro. Ce n'est pas la première réunion du genre ni peut-être la dernière. Brouille puis négociation et réconciliation et à nouveau brouille et à nouveau négociation, etc... les scénarios sont rodés. Cette fois Guillaume Soro a déclaré qu'il ne se rendra pas en territoire ennemi pour participer à des négociations factices. S'agit-il d'une petite bouderie consécutive au mouvement d'humeur de certaines composantes armées dans son camp? La presse fait état d'échange de tir le 21 juin à Bouaké et à Korrogo.

Dans un passé pas très lointain les représentants du gouvernement français avaient à plusieurs reprises tenté de recoller les morceaux en y mettant des formes. C'est ainsi que certaines séances de négociations/réconciliations se déroulaient en leur présence ainsi que celle de quelques dirigeants africains amis. Quelques hauts fonctionnaires de l'ONU faisaient le déplacement pour donner du poids et de la solennité à

l'événement. Cette fois Gbagbo fait savoir que c'est lui qui convoque là et quand il choisit.

L'approche des élections prévues pour octobre 2005 dans le cadre des accords de Marcoussis contribue sans doute à l'accélération du rythme des initiatives de Gbagbo. C'est en effet lui qui détient l'initiative, au moins officiellement. Il bénéficie toujours bon gré mal gré d'un certain soutien des dirigeants français. Il y a eu certes le saccage des écoles françaises suivi des exactions contre des ressortissants français ou européens, puis ces derniers temps la mort par balles d'un soldat des forces françaises de la Licorne.

Les fougueux partisans de Gbagbo se livrent à des actes à caractère essentiellement démagogiques destinés à flatter à bon compte les sentiments de colère et de frustration de milliers de jeunes et de moins jeunes qui souffrent réellement dans leur vie quotidienne, de cette situation de guerre et de non-guerre dont ils ne voient pas l'issue. Les travailleurs et la grande majorité de la population laborieuse sont les grandes victimes de la situation de pauvreté et de dénuement dues aux méfaits du système capitaliste "*ordinaire*" si l'on peut dire. Les grands groupes économiques, dont les sociétés françaises, continuent de tirer les marrons du feu en s'enrichissant encore et toujours malgré la situation actuelle. Quelques uns de leurs cadres subalternes et leurs progénitures sont plus ou moins menacés et se tiennent désormais sur le qui-vive. Bon an mal an Bouygues, Bolloré et leurs homologues sont bien servis par

Gbagbo dont ils n'ont finalement pas grand chose à craindre. Les dérapages des milices "*patriotiques*" de Gbagbo ne leur font sans doute pas plaisir mais ça fait partie des bavures. Faute de mieux; messieurs les capitalistes choisissent

de faire avec, pour le moment. C'est en tout cas cette option que le gouvernement français qui leur est forcément lié, semble continuer de privilégier pour défendre leurs intérêts au mieux.

LUTTE POUR LE CONTRÔLE DU MPCCI: SORO ET IB RÈGLENT LEUR COMPTE

Des affrontements entre bandes rivales pour le contrôle des Zones des Forces Nouvelles ont ensanglanté les villes de Bouaké et de Korhogo. Deux jours durant, les partisans de Soro et de IB se sont affrontés à l'arme lourde. Les partisans de Soro, victorieux de cette rixe, en profitent pour se débarrasser des éléments soupçonnés d'être pro-IB. Mais ce n'est qu'un épisode dans la rivalité entre ces deux hommes et leurs

clans.

Est-ce que le président guinéen, Conté, et Gbagbo sont impliqués dans cette attaque? Cela n'est pas impossible. Mais tout compte fait, dans cette situation, ce sont les populations de Bouaké et de Korhogo qui sont prises en otage. Coincées entre deux feux, vivant dans la peur des uns et la terreur des autres, ce sont elles qui payeront toujours la facture.

ENCORE UNE VICTIME DES PRATIQUES POLITICO-MAFIEUSES DE LA FESCI!

Un étudiant a été retrouvé mort deux jours après avoir été enlevé par des éléments de la FESCI.

Cet étudiant de l'université de Bouaké est aussi le secrétaire général des jeunes du PCRCI (Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire). Avec d'autres étudiants, il projetait de fonder un syndicat en milieu étudiant et c'est cette ambition qui lui a coûté la vie. Déjà activement recherché par les limiers de la FESCI, il avait trouvé refuge chez le secrétaire général de son parti. Mais cela n'a pas suffi. Car c'est de là que des hommes de main de la FESCI sont partis le déloger le mercredi 23 juin. Son corps sans vie a été retrouvé dans l'enceinte même de l'Université de Cocody deux jours après.

Est-ce que les ambitions de création de ce nouveau syndicat pouvait

gêner le leadership de la FESCI? C'est probable. Car dans le contexte politique actuel, un syndicat qui pointe le nez peut être un instrument de rivalité d'un autre parti politique pour le contrôle des étudiants, mais aussi de la jeunesse. C'est pourquoi certains ont pu penser qu'il vaut mieux fermer la bouche à tous les concurrents, même si pour le moment ils peuvent paraître inoffensifs. Il y a aussi le fait que de nombreux dirigeants de la FESCI ont des pratiques mafieuses. Ils ont la haute main sur les chambres universitaires qu'ils sous-louent à des tiers. La carte de la FESCI ou simplement les relations avec ce syndicat, constitue un passe droit incontournable en milieu universitaire. Cela aussi peut expliquer la liquidation physique d'un concurrent potentiel.

Dans cet assassinat, la FESCI,

a-t-elle reçu l'aval ne serait-ce que tacite du parti au pouvoir qui est son géniteur? En tout cas, ce qui est sûr c'est que tout ce qui affaiblit ses

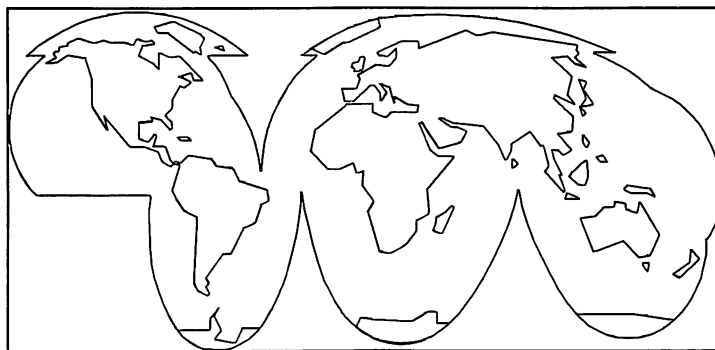
opposants va dans le sens des intérêts du pouvoir. Celui-ci a déjà montré qu'il sait lui aussi agir par des assassinats en utilisant des "escadrons de la mort".

PRÈS DE 2000 MALIENS ET BURKINABÉ REFOULÉS A TIEBISSOU

Le 8 juin dernier, 19 autocars en provenance du Mali et du Burkina transportant environ 2000 personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont été bloqués durant plusieurs jours par les forces armées ivoiriennes à Tiébissou. Selon les autorités ivoiriennes cette colonne d'autocars transporterait des "mercenaires à la solde de la rébellion". Mais de toute évidence il ne s'agit-là que d'une manoeuvre d'intimidation pour empêcher les populations qui avaient été chassées suite aux violences xénophobes, de revenir sur leurs lieux d'habitation. Les passagers expliquent: "*La plupart d'entre nous sont établis de longue date dans la zone café-cacao, et regagnaient donc leurs localités de résidence*"... "*cela fait plusieurs jours que nous dormons à la belle étoile, par ces temps de froid et d'humidité, sans vivre ni argent. Parmi nous il y a des malades et surtout des enfants dont il faut*

s'inquiéter de la santé". Une femme a même dû accoucher en plein air avant d'être évacuée vers Bouaké. Mais les autorités ivoiriennes ne veulent rien savoir. Les deux mille passagers indésirables ont dû trouver refuge dans un petit village. Certains d'entre eux ont fait demi-tour vers le Burkina. Onze jours après leur refoulement de Tiébissou près de 1000 personnes attendent encore l'autorisation des autorités ivoiriennes de rejoindre leurs lieux d'habitation. Mais les autorités continuent de faire la sourde oreille. Le cas de ces 2000 maliens et burkinabé bloqués ou refoulés de Tiébissou n'est pas unique puisque d'autres dont on ignore le nombre subissent le même sort du côté de Bondoukou et de Duékoué. Par un tel comportement, les autorités ivoiriennes ne font qu'encourager les xénophobes de tout poil à pratiquer la violence à l'égard de tous ceux qu'ils considèrent comme indésirables en Côte d'Ivoire.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

L'ART DE DISTILLER LA XÉNOPHOBIE PAR EN HAUT

A plusieurs reprises les partisans de Gbagbo ainsi que des gendarmes ont tué des Ivoiriens du Nord ainsi que des étrangers. Il y avait le charnier de Yopougon, en 2000 et puis ça continue périodiquement.

Cela ne doit pas être suffisant pour madame Gbagbo, puisqu'elle attise la haine anti-étranger. Elle a récemment dénoncé une soi-disant "*intolérable prééminence étrangère dans le tissu économique industriel et commercial du pays*".

Les étrangers (ou désignés comme tels) qui risquent de subir les conséquences de ce genre de propos, ce sont surtout les petites gens, ceux qui vivent difficilement en vendant des petits objets, des fruits et légumes le long des rues. Le pays devient de plus en plus invivable pour tous ceux-là.

Les travailleurs de Côte d'Ivoire, les petites gens n'ont aucun intérêt à suivre les propos irresponsables des gens qui gouvernent ce pays et qui poussent les gens à s'entre-tuer.

L'AIDE HUMANITAIRE, UNE TROMPERIE !

D'après un rapport de L'ONU, la proportion de pauvres en Côte d'Ivoire serait passée de 38% avant la guerre à 43% maintenant. Que signifient ces chiffres, à part que la pauvreté s'aggrave d'année en année dans ce pays? Il n'est pas besoin d'être un savant pour savoir que bien avant la guerre, la situation de la plus grande partie des populations ne faisait qu'empirer. Les milliers de licenciements suite à la guerre, le chantage des patrons pour maintenir des bas salaires pour ceux qui restent, n'ont fait qu'aggraver la situation.

Face à cette réalité, l'ONU et autres ONG n'ont rien d'autre à proposer que la mendicité qu'ils

appellent "*aide humanitaire*".

Bien sûr, que la solution pour sortir de cette pauvreté existe ! Elle ne peut venir que par l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes laborieuses. Mais cette solution ne viendra certainement ni des associations caritatives ou religieuses, ni des organismes comme l'ONU ou d'un quelconque pays riche et encore moins du gouvernement plus sensible à défendre les intérêts de la classe riche.

Seule la lutte des travailleurs peut imposer des augmentations de salaires et obliger patrons et gouvernement à embaucher et à créer des emplois.

L E U R S O C I E T E

FAIRE SEMBLANT DE S'OCCUPER DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE, C'EST TOUT CE QU'ILS SAVENT FAIRE !

Les quartiers populaires où vivent la grande majorité des populations de ce pays sont encombrés de saleté et des immondices faute de service public. Il n'existe ni latrines, ni canalisations pour évacuer les eaux des égouts, ni un service de ramassage de poubelles digne de ce nom.

C'est dans ces conditions inacceptables que vivent ces populations et c'est dans ces immondices que jouent les enfants, que la grilleuse de maïs ou de bananes fait son petit commerce.

La solution à ce grave problème d'hygiène publique n'est pas compliquée

et est à la portée du pouvoir public. Mais construire des latrines publiques, des fontaines d'eau potable, des canalisations d'eaux usées demandent des moyens. Mais ceux qui dirigent ce pays se moquent de la vie des populations laborieuses.

Alors, pour faire quand même semblant de faire quelque chose face à cette situation dramatique, ils inventent de fausses solutions et en profitent au passage pour racketter. A l'exemple de "l'Institut National d'Hygiène Publique" qui veut maintenant imposer un "certificat de salubrité" à cette grilleuse de maïs, à cette tenancière de maquis voire aux salons de coiffure. Encore une escroquerie de plus!

ABOBO: LE MAIRE FAIT LA CHASSE AUX PAUVRES SOUS PRÉTEXTE DE PLANTER DES ARBRES

Le 7 juin dernier, la mairie d'Abobo a fait déguerpir les femmes qui vendent au bord de l'artère principale de la commune. Il faut dire que ce genre d'opérations révoltantes sont fréquentes. De temps en temps, les gens pauvres sont chassés des bordures des routes ou des marchés sous prétexte d'assainir la ville ou la commune.

Le maire de la commune d'Abobo, a chassé ces pauvres

vendeurs pour planter des arbres le long de cette artère. Et le coût de ce projet est estimé à plus de 200 millions de francs. Ce qui est révoltant ce n'est pas qu'on plante des arbres le long des trottoirs, car après tout ils seraient utiles pour leur ombre, mais c'est le fait que ce soit un prétexte pour chasser les petits vendeurs qui ne font que gagner leur vie comme ils peuvent. Et puis ces 200 millions de francs auraient pu être utilisés prioritairement dans d'autres travaux quand on sait que dans cette

L E U R S O C I E T E

commune, toutes les routes sont dégradées, les caniveaux bouchés, et les ordures ménagères jonchent les routes.

Voilà un petit bout de ce que vaut le programme "vivre ensemble" dont le RDR se targue de répéter à longueur de temps.

LA GALÈRE DES HABITANTS D'ABOBO BAOULE

Pendant ces périodes de grandes pluies, la vie des habitants de ce quartier comme celle de tant d'autres n'est que souffrance au quotidien. Il suffit de peu de pluie pour que le tronçon reliant ce sous-quartier au centre d'Abobo soit complètement impraticable pour les véhicules. Les eaux de ruissellement envahissent la chaussée parce que les caniveaux sont complètement bouchés. Ainsi, les populations de ces quartiers sont obligées de faire plus d'un kilomètre à

pied avant d'avoir accès aux différents moyens de transport. Alors que pour désenclaver ce tronçon, il faut peu de chose, mais personne, ni l'Etat ni la Mairie ne fait aucun effort pour vider les caniveaux. Ce désengagement de l'Etat dans les choses publiques est beaucoup plus patent aujourd'hui dans les quartiers pauvres. Cette partie de la route est d'ailleurs à l'image du reste des autres sous-quartiers de la commune où l'accès est un parcours de combattant.

MATERNITÉ DE BOCABO, DEUX CAS DE DÉCÈS POUR FAUTE D'INFRASTRUCTURES

Au courant du mois de juin, en moins de trois jours, deux femmes en couches ont perdu la vie ainsi que leur enfant. La première femme est décédée à la maternité du quartier parce qu'il manquait tout ce qui est nécessaire. La deuxième est décédée dans un autre centre hospitalier mais cela était dû au temps perdu dans la maternité du quartier où les sages femmes tentaient le tout pour le tout avec le peu de

moyens à leur disposition. Et c'est que quand elles se sont aperçues qu'il y avait plus de complications qu'elles pensaient, qu'il fut décidé de la transférer dans ce centre où elle est décédée.

La mort de ces deux femmes est tout simplement imputable aux désengagements de l'Etat dans la santé publique où tout est aujourd'hui en état de délabrement.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UN OUVRIER MORT CADEAU

Un ouvrier de la Zone Industrielle de Yopougon avec 17 années d'ancienneté dans une usine de plastique, est mort suite à une attaque d'hypertension, alors qu'il travaillait de nuit. Transporté au service des urgences du CHU de Yopougon, il a été refoulé, sous le prétexte que le service des Urgences, de cet hôpital pourtant public, ne reçoit que des accidentés de la route. L'ouvrier malade est alors transporté jusqu'au CHU de Cocody qui a lui aussi refusé de le recevoir. C'est enfin le CHU de Treichville qui accepta de le prendre après que le petit chef ait

glissé quelques billets pour qu'on s'occupe de l'ouvrier. Mais il était déjà trop tard. L'ouvrier mourût quelques heures après.

Ces faits sont à l'image de cette société capitaliste où tout est question d'argent même la vie elle-même. Même le service dit public est tenu à la rentabilité parce que le gouvernement a réduit le budget des hôpitaux. Ce sont ces mêmes tenants du pouvoir qui viennent discourir sur l'Assurance Maladie Universelle et sur leur prétendu "*programme social*"!

LE CYNISME CRIMINEL D'UN PATRON

Qui ne sait pas que respirer le diluant qu'on met dans la peinture est mauvais pour la santé? En tout cas, ce n'est pas le médecin qui vient régulièrement consulter les ouvriers de cette usine située à Yopougon, qui peut dire le contraire.

Et pourtant, à Afric Industry (c'est le nom de cette société), la salle d'impression des sachets en plastique est fermée et climatisée pour que l'encre sèche vite. Des ouvriers travaillent 8

heures par jour enfermés dans de telles conditions. Autant dire que c'est la porte ouverte à la mort! Le propriétaire de cette usine, un richissime bourgeois, se moque bien comme de sa dernière paire de chaussettes de la vie de ces ouvriers. Son directeur d'usine parle certainement au nom de son patron lorsqu'il dit que "*les ouvriers qui travaillent dans la section impression sont les plus heureux parce qu'ils sont saouls toute la journée et cela sans déboursier un sou*"!

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS DE "ASH INTERNATIONALE"

Cela fait plus de 6 mois que les travailleurs de "ASH Internationale" ne touchent aucun salaire. C'est une situation d'ailleurs qui dure depuis plusieurs années. De temps en temps les travailleurs sont obligés de faire des arrêts de travail pour avoir leur salaire. On se souvient des moments où ces derniers déversaient des ordures ménagères dans les rues du Plateau pour attirer l'attention du gouvernement sur leur sort. Mais à la fin de chacune de ces grèves, ils ne perçoivent souvent que la moitié de leur salaire.

Avec le changement qui s'est opéré à la tête de la direction de la société où un certain Kakou a remplacé Hamed Bassam, les travailleurs ont cru leur sort s'améliorer. Mais ce dernier a vite fait de s'illustrer de la même manière que son prédécesseur. Pour ne pas verser les salaires des travailleurs, il donne dans la diversion. Souvent il prétend que son prédécesseur, bien qu'il soit en prison, a trouvé des moyens pour détourner l'argent de la société. La dernière trouvaille du mois passé, c'est de dire aux travailleurs que l'Etat a rasé

toute la caisse pour payer les salaires et les primes des militaires. Et comme cela ne suffit pas souvent de convaincre les travailleurs, il adopte la pire des manières qui consiste à diviser les travailleurs pour les affaiblir. Profitant de la situation conflictuelle actuelle que vit le pays, il désigne les travailleurs mécontents comme des gens manipulés par des mains occultes. Evidemment, il trouve des travailleurs qui marchent dans ses basses manoeuvres. Cela a des répercussions graves sur les conditions de vie des familles de ces ouvriers car, 6 mois sans salaire c'est aussi 6 mois sans popote, 6 mois sans soin des enfants ainsi que 6 mois sans scolarité des enfants.

Résultat, il y a aujourd'hui plusieurs familles qui se désagrègent; soit la femme et les enfants se retrouvent au village et ça c'est dans le moins pire des cas, soit la femme n'en pouvant plus opte pour un divorce et dans ce cas les enfants sont abandonnés à eux-mêmes et c'est malheureusement le cas de beaucoup de familles aujourd'hui.

BATIMENT:

L'ESPOIR DE MILLIERS DE JEUNES SE TRANSFORME EN CAUCHEMAR

La situation devient de plus en plus dure pour les travailleurs du bâtiment. Depuis près de 4 ans, rien ne bouge plus dans ce secteur et la

conséquence de ce ralentissement est dramatique pour les travailleurs et leurs familles.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

En effet, depuis la chute du prix du café et cacao, des milliers de jeunes ont déserté la campagne en masse pour rejoindre les grandes agglomérations, surtout Abidjan. Ces milliers de jeunes se sont ajoutés aux nombreux jeunes déjà au chômage.

Le "boom" dans le secteur du BTP et le développement de la promotion immobilière dans les années 90, demandaient de plus en plus de main d'oeuvres. C'est ainsi que des milliers de jeunes ont pu s'insérer dans ce secteur qui ne demandait pas une main d'oeuvre forcément qualifiée.

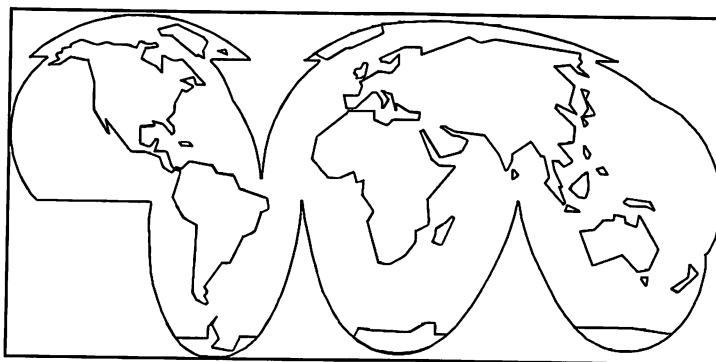
Aujourd'hui, la crise survenue après le coup d'Etat de 99 et qui s'est aggravée avec la guerre civile que connaît le pays depuis le 19 septembre 2002, a plongé tout ce secteur dans l'abîme. Ces jeunes se sont retrouvés du jour au lendemain sur le carreau, et totalement désarmés. Ils croupissent

aujourd'hui dans la misère et sans aucun lendemain. Et la pire des choses c'est qu'il n'y a aucune lueur d'espoir de reprise à l'horizon.

Face à cette situation, le gouvernement pouvait trouver une solution immédiate en construisant des écoles publiques qui font défaut dans ce pays. En construisant aussi des hôpitaux et autres centres de santé en nombre insuffisant. En réparant les routes qui sont particulièrement en mauvais état, bitumant celles qui ne le sont pas ou en construisant même de nouvelles routes où il en manque.

Ce sont autant de chantiers utiles au pays qui donneraient du même coup du travail à de nombreux ouvriers. Cette solution pourtant évidente n'en est pas une pour le gouvernement qui préfère acheter des armes de guerre. Au passage il y en a qui doivent s'en mettre plein les poches.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.